



**REPUBLIQUE  
DEMOCRATIQUE DU CONGO**



**MINISTRE DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE**

**PROJET KIN ELENDA (P171141, ex. PDMRUK)**



**PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION DES PERSONNES (PAR)  
AFFECTEES PAR LES TRAVAUX DE TRANSFERT D'EAU TRAITEE  
DE L'USINE D'OZONE VERS LES RESERVOIRS DE MAKALA.**

**RESUME EXECUTIF EN FRANÇAIS,  
ANGLAIS ET LINGALA**

**Mars 2020**

## FRANCAIS

### Contexte

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo et la ville province de Kinshasa envisagent d'exécuter, avec l'appui financier et technique de la Banque Mondiale, un projet de développement multisectoriel et de résilience urbaine, dénommé « Kin Elenda », ayant pour objectif dans sa 1ère phase d'améliorer les conditions de vie et les opportunités socio-économiques des quartiers pauvres et vulnérables ciblés, par des investissements sélectionnés et renforcer les capacités de planification et de gestion urbaine de la ville de Kinshasa.

Ce projet est basé sur le concept de « villes inclusives et résilientes » sous un angle spatial, économique et social et de résilience aux aléas. Il financera des infrastructures structurantes au niveau de la ville et des investissements de proximité au niveau des quartiers, en abordant également le défi de sous-emploi et de cohésion sociale, ainsi que les renforcements de capacité en matière de gestion urbaine. Les investissements du projet seront concentrés au niveau des bassins versants Est et Ouest de la rivière N'djili (Communes de Matete, de Lemba, de Kisenso et de N'Djili) et les interventions en matière de renforcement institutionnel sur le niveau provincial essentiellement.

Le projet vise à améliorer les conditions et cadres de vie des populations vulnérables des quartiers des communes ciblées par des investissements dans les infrastructures et équipement de base, la bonne gouvernance et le renforcement des capacités à tous les niveaux à l'horizon 2030.

Il couvre les Communes de Lemba, Matete, Kisenso, N'djili et une partie de Mont Ngafula, et ainsi que le site de Mpasa et le site de l'ITA Mombele.

En effet, le projet « Kin Elenda » (autrefois PDMRUK) compte quatre Composantes suivantes :

(i) Composante 1. Gestion urbaine et services

- Sous-composante 1.1. Aménagement urbain et gestion du foncier
- Sous-composante 1.2. Gouvernance locale.
- Sous-composante 1.3. Développement de compétences

(ii) Composante 2. Infrastructures résilientes

- Sous- composante 2.1. Niveau des quartiers :
  - Aménagement d'espaces publics et infrastructures de proximité ;
  - Mobilité urbaine ;
  - Lutte contre les érosions et les inondations
- Sous-composante 2.2. Niveau de la ville
  - Eau ;
  - Assainissement ;
  - Gestion de déchets solides ;
  - Energie ;

(iii) Composante 3 : Gestion du projet

(iv) Composante 4 : Composante contingente d'intervention d'urgence

Suivant l'évaluation environnementale et sociale préliminaire conduite par la Banque mondiale, le niveau du risque environnemental du projet Kin-Elenda a été jugé substantiel et celui du risque social, élevé. Huit sur les dix Normes environnementales et Sociales (NES) ont été jugées pertinentes pour ce projet. Il s'agit de :

- NES no 1 (Évaluation et gestion des risques et effets environnementaux et sociaux) : elle énonce les responsabilités de l'Emprunteur en matière d'évaluation, de gestion et de suivi des risques et effets environnementaux et sociaux associés à chaque étape d'un projet appuyé par la Banque au moyen du mécanisme de Financement de projets d'investissement (FPI), en vue d'atteindre des résultats environnementaux et sociaux compatibles avec les Normes environnementales et sociales (NES);
- NES no 2 (Emploi et conditions de travail) : elle reconnaît l'importance de la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus à des fins de réduction de la pauvreté et de promotion d'une croissance économique solidaire. Les Emprunteurs peuvent promouvoir de bonnes relations entre travailleurs et employeurs et améliorer les retombées d'un projet sur le développement en traitant les travailleurs du projet de façon équitable et en leur offrant des conditions de travail saines et sûres.
- NES no 3 (Utilisation rationnelle des ressources et prévention et gestion de la pollution) : elle reconnaît que l'activité économique et l'urbanisation sont souvent à l'origine de la pollution de l'air, de l'eau et des sols, et appauvrissent les ressources déjà limitées. Ces effets peuvent menacer les personnes, les services écosystémiques et l'environnement à l'échelle locale, régionale et mondiale, y compris les concentrations atmosphériques

actuelles et prévisionnelles de gaz à effet de serre (GES) qui menacent le bien-être des générations actuelles et futures.

- NES no 4 (Santé et sécurité des populations) : elle reconnaît que les activités, le matériel et les infrastructures du projet peuvent augmenter leur exposition aux risques et effets néfastes associés au projet. En outre, celles qui subissent déjà l'impact du changement climatique peuvent connaître une accélération ou une intensification de ceux-ci à cause du projet.
- NES no 5 (Acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire) : elle reconnaît que l'acquisition de terres en rapport avec le projet et l'imposition de restrictions à leur utilisation peuvent avoir des effets néfastes sur les communautés et les populations. L'acquisition de terres ou l'imposition de restrictions à l'utilisation peuvent entraîner le déplacement physique (déménagement, perte de terrain résidentiel ou de logement), le déplacement économique (perte de terres, d'actifs ou d'accès à ces actifs, qui donne notamment lieu à une perte de source de revenus ou d'autres moyens de subsistance), ou les deux. La « réinstallation involontaire » se rapporte à ces effets. La réinstallation est considérée comme involontaire lorsque les personnes ou les communautés touchées n'ont pas le droit de refuser l'acquisition de terres ou les restrictions à leur utilisation qui sont à l'origine du déplacement.
- NES no 6 (Préservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles biologiques) : elle reconnaît que la protection et la préservation de la biodiversité et la gestion durable des ressources naturelles biologiques sont fondamentales pour le développement durable. La biodiversité désigne la variabilité des organismes vivants de toute origine, y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie. Cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces, ainsi que celle des écosystèmes. Parce que la biodiversité sous-tend souvent les services écosystémiques valorisés par les humains, des effets néfastes sur la diversité biologique peuvent avoir une incidence négative sur ces services.
- NES no 8 (Patrimoine culturel) : elle reconnaît que le patrimoine culturel permet d'assurer la continuité entre le passé, le présent et l'avenir de façon tangible ou intangible. Les individus s'identifient à leur patrimoine culturel comme étant le reflet et l'expression de leurs valeurs, croyances, savoirs et traditions en constante évolution. Par ses nombreux aspects, le patrimoine culturel est important en ce qu'il est une source

de précieuses informations scientifiques et historiques, un atout économique et social pour le développement, et une partie intégrante de l'identité et de la pratique culturelles d'un peuple. La NES no 8 énonce des mesures destinées à protéger le patrimoine culturel tout au long du cycle de vie du projet.

- NES no 10 (Mobilisation des parties prenantes et information) : elle reconnaît l'importance d'une collaboration ouverte et transparente entre l'Emprunteur et les parties prenantes du projet, élément essentiel des bonnes pratiques internationales. La mobilisation effective des parties prenantes peut améliorer la durabilité environnementale et sociale des projets, renforcer l'adhésion aux projets, et contribuer sensiblement à une conception et une mise en œuvre réussies du projet. Les recommandations de la Note de bonnes pratiques pour lutter contre les violences sexistes dans le cadre du financement de projets d'investissement comportant de grands travaux de génie civil (World Bank, septembre 2018) seront tenues en compte pour l'enrichissement des mesures de prévention, atténuation et réponse aux risques VBG liés au projet.

Par ailleurs, il est prévu dans le cadre du volet « Eau » de Kin Elenda les travaux de transfert de l'eau traitée de l'usine d'ozone vers les réservoirs de Makala avec la pose des conduites primaires, secondaires et tertiaires.

Ce projet de transfert d'eau traitée de l'usine d'Ozone vers les réservoirs d'eau de Makala couvre huit (8) communes, à savoir Ngiri-Ngiri, Makala, Selembao, Bumbu, Ngaliema, Bandalungwa Kintambo et Ngaba. Les activités de ce projet spécifique sont susceptibles de produire des impacts environnementaux et sociaux, dont des effets négatifs sur l'environnement et pourraient entraîner des déplacements économiques ou physiques des personnes.

La CEP-O/REGIDESO a ainsi procédé à la réalisation des enquêtes socio-économiques pour la réalisation du présent Plan d'Action de Réinstallation (PAR) des travaux transfert d'eau traitée du complexe industriel d'Ozone vers les réservoirs d'eau de Makala.

### **Justification du PAR**

La réalisation des activités prévues dans le cadre de ce projet pourrait avoir des effets négatifs sur l'environnement et entraîner des déplacements physiques et économiques des personnes. Soucieuse de la préservation de l'homme et de son environnement, la CEP-O/REGIDESO

avait initié des enquêtes socio-économiques pour la réalisation du présent Plan d'Action de Réinstallation (PAR). L'objectif visé par les enquêtes socio-économiques était d'identifier les biens et les personnes susceptibles d'être impactés pendant la mise en œuvre des activités du projet ainsi que de proposer des mesures adaptées à la situation réelle observée au cours de ladite opération.

### **Principe et objectifs du PAR**

Les objectifs du plan de réinstallation sont de mettre en place les mécanismes d'atténuation des impacts sociaux afin de prendre en compte les impacts du déplacement involontaire des populations affectées par le Projet, en leur permettant de reconstituer leurs moyens d'existence et leur niveau de vie. Il s'agit également de restaurer les moyens de production et les revenus au niveau individuel et collectif supérieur ou égal à la condition initiale.

Le présent PAR est préparé en se conformant aux objectifs globaux des lois de la RD. Congo en la matière et en conformité avec les normes environnementales et sociales de la Banque mondiale, notamment de la NES n° 5 relative à l'acquisition des terres, les restrictions à l'utilisation des terres et la réinstallation forcée visant à :

- Minimiser la réinstallation forcée en envisageant des solutions de rechange lors de la conception du projet ;
- Atténuer les effets sociaux et économiques néfastes des restrictions à l'utilisation de terres, grâce aux mesures suivantes :
  - i. indemnisation rapide, au coût de remplacement, des personnes spoliées de leurs biens et
  - ii. aider les personnes déplacées à améliorer, ou au moins rétablir en termes réels, leurs moyens de subsistance et leur niveau de vie d'avant leur déplacement ou celui d'avant le démarrage de la mise en œuvre du projet, l'option la plus avantageuse étant à retenir.
- Améliorer les conditions de vie des personnes pauvres ou vulnérables qui sont déplacées physiquement en leur garantissant un logement adéquat, l'accès aux services et aux équipements, et le maintien dans les lieux ;
- Concevoir et mettre en œuvre les activités de la réinstallation forcée comme un programme de développement durable, en fournissant suffisamment de ressources

d'investissement pour permettre aux personnes déplacées de tirer directement parti du projet, selon la nature de celui-ci ;

- Veiller à ce que l'information soit bien disséminée, que de réelles consultations aient lieu, et que les personnes touchées participent de manière éclairée à la planification et la mise en œuvre des activités de réinstallation.

### **Cadre juridique et institutionnel de la réinstallation**

Les textes juridiques nationaux en la matière ont été considérés, notamment la loi n°73-021 du 20 juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier et régime des sûretés telle que modifiée et complétée par la loi n° 80-008 du 18 juillet 1980, la Loi n°77/01 du 22 février 1977 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et la loi n° 11/009 du 09 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à la protection de l'environnement.

Toutefois, la législation nationale et le cadre environnemental et social de la Banque mondiale, notamment la Norme Environnementale et Sociale NES n° 5 ne sont concordantes que sur le principe d'évaluation, la date butoir et le type de paiement. S'agissant des personnes éligibles à une compensation, il se dégage un léger rapprochement entre la législation congolaise et la NES n° 5. Cependant, la NES N° 5 de la Banque Mondiale et la législation congolaise présentent des différences fondamentales sur plusieurs autres points, notamment la prise en charge des déplacements physiques et économiques, le mécanisme de gestion des plaintes ; les transactions foncières volontaires et dons volontaires, les dispositions en vue de la protection et de l'accompagnement des femmes et l'implication dans le processus des communautés riveraines.

Ainsi, pour guider le processus de compensation éventuelle dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet ; C'est la disposition de la législation congolaise ou celle de la NES 5 de la Banque mondiale qui est favorable aux PAP qui d'application.

### **Caractéristiques socio – économiques de la zone du projet**

Sur le plan humain et socio-économique, le projet est localisé dans la ville de Kinshasa et traverse huit (8) communes, à savoir Ngiri-Ngiri, Makala, Selembao, Bumbu, Ngaliema, Bandalungwa, Kintambo et Ngaba. Il s'exécutera sur une zone de forte concentration humaine où l'on trouve à la fois des villas de haut standing, des habitations de standing moyen et celles de standing modeste. Plusieurs installations commerciales (boutiques,

restaurants, terrasses et étals) envahissent l'emprise de la route et peuvent entraver la bonne réalisation du projet.

L'on y compte également quelques petits marchés à la sauvette le long de la voirie.

Cependant, seuls 3 communes sur les 8 concernées par le projet contiennent des actifs et des personnes susceptibles d'être impactées. Il s'agit des communes suivantes : Ngaliema, Kintambo et Bandalungwa.

### **Envergure de la réinstallation prévue**

Les enquêtes ont révélé que les travaux entraîneront les déplacements temporaires économiques se traduisant par la destruction des infrastructures commerciales, des cultures et la restriction d'accès aux sources de revenus.

Ces impacts négatifs touchent plusieurs dizaines des ménages qui exploitent l'emprise des travaux à des fins économiques le long des avenues Nguma et Kasavubu.

De ce fait, une étude détaillée permettant l'évaluation chiffrée pour la mise en œuvre de la réinstallation a été effectuée.

### **Résultat de l'étude socio-économique**

L'étude socio-économique effectuée du 12 au 15 mars 2020 a permis de recenser et de caractériser les biens des PAP. Ainsi, 40 ménages (soit 260 personnes, dont 58 femmes et 202 hommes) ont été identifiés comme susceptibles d'être affectés, dont 39 PAP pour la perte temporaire d'infrastructures commerciales et des cultures (Déplacement économique temporaire) et 1 PAP pour la traversée de sa parcelle (sans entraîner de déplacement physique).

Le tableau ci-dessous permet de faire un état des lieux des PAP à indemniser :

<b>Catégories de perte</b>	<b>Nombre de PAP</b>
Perte temporaire d'infrastructures commerciales	37
Perte des cultures	2
Traversée d'une parcelle d'habitation	1
<b>TOTAL</b>	<b>40</b>



Dans le cadre de la présente étude, 31 personnes affectées sont des hommes (soit 77,5 %) et 9 sont des femmes (22,5 %). Seuls, les 77,5% d'hommes sont les Chefs de ménages. Tandis que les 22,5 % des femmes identifiées sont toutes mariées (leurs conjoints sont de droit les chefs de ménages).

La répartition des ménages selon les sites/communes est libellée de la manière suivante :

- iii. 5 PAP sont localisées dans la commune de Ngaliema, soit 6 %;
- iv. 20 PAP dans la commune de Kintambo, soit 50 % ; et
- v. 15 PAP dans la commune de Bandalungwa, soit 37,5% ;

Considérant la moyenne de 6,5 personnes dans chaque ménage, la population totale affectée est de 260 personnes.

### **Eligibilité**

Trois catégories de personnes sont éligibles à la compensation. Il s'agit de:

- Propriétaires des terres à empiéter de suite du projet ;
- Propriétaires résidents, locataires et occupants gratuits obligés de déplacer temporairement ses activités commerciales;
- Propriétaires des cultures à détruire ou des structures commerciales à déplacer sur l'emprise du projet sans nécessairement avoir de droit formel ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'ils occupent ou exploitent ;

### **Sélection des sites de réinstallation**

La mise en œuvre du PAR dans les différents sites du projet sélectionnés n'entraînera pas de déplacement définitif. Etant donné que les activités ne nécessiteront que des déplacements temporaires, les PAP pourront regagner leurs lieux de travail et reprendre leurs activités normalement. Signalons que les structures inamovibles ne subiront qu'une destruction temporaire avant d'être reconstruites sur l'emprise à la fin des travaux. Quant à la traversée de la parcelle ; le propriétaire, après les travaux, pourra librement jouir de ses droits de jouissance, d'usage et de disposition du fond empiété de suite du projet, à l'exception de l'érection une infrastructure en matériaux durable sur la servitude.

Pour ce faire, les PAP seront appelées à prendre les dispositions nécessaires dès le démarrage de la mise en œuvre du PAR au moins un mois avant le début des travaux. Cependant, la libération des emprises par les PAP n'aura lieu qu'après paiement effective des

compensations. Aussi, les séances d'information et sensibilisation seront permanentes pour permettre aux PAP d'être informées sur l'évolution des travaux, leurs droits et devoirs ainsi que la période de réoccupation des emprises et de ce fait, les faire participer activement à l'opération de réinstallation.

Les PAP recevront une indemnité compensatoire pour les pertes subies conformément à la NES n°5. Une enquête socio-économique sera réalisée après la mise en œuvre du PAR en vue de la détermination du niveau de restauration des ménages.

### **Gestion des plaintes**

La gestion des plaintes liés à la mise en œuvre du présent PAR se fera dans le cadre d'une Commission Locale de Réinstallation et de Conciliation (CLCR), avec une attention particulière sur les plaintes les cas de Violence Basée sur le Genre/Exploitation, Abuse, Harcèlement Sexuelle (VBG / EAHS) qui, une fois réceptionnées, seront référées auprès des structures appropriées pour la prise en charge des survivantes. Cette commission comprendra :

- Les représentants des bourgmestres des communes concernées (Ngaliema, Kintambo et Bandalungwa);
- La Responsable communale du Genre, femme et famille (chargée de la réception et orientation des plaintes VBG/EAHS) ;
- Le Responsable de la Cellule Environnement et Social de la CEP-O/REGIDESO ;
- 1 représentant d'une organisation féminine de la société civile (qui milite pour les droits de la femme);
- Le Commandant chef du camp mobile (où plusieurs PAP ont été recensé) ;
- 3 représentants des PAP (dont 2 femmes et 1 hommes répartis comme suit : 1 du quartier Joli Park, 1 du quartier Lubudi et 1 du Camp mobile) ;
- Les chefs de quartiers Joli Park et Lubudi.
- Les chargées des questions genre au niveau de chaque quartier (Joli Park et Lubudi) et au camp mobile.

NB : La constitution et la mise en place desdits comités se feront lors de la mise en œuvre du PAR pour permettre l'identification avec précision des coordonnées (noms, adresses et N° de téléphones) des membres.

Les PAP sont au courant de l'existence du le mécanisme de gestion des plaintes. Celui-ci privilégie le règlement à l'amiable des conflits, qui est plus bénéfique que le recours aux juridictions publiques. Ainsi, conformément à la NES n° 5, douze registres des doléances seront placées aux bureaux des 3 communes et des 3 quartiers concernés, soit 2 registres par bureau avec, notamment 1 registre pour les doléances ordinaires et un autre registre pour enregistrer les cas spécifiques liés aux VBG/EAHS.

En effet, la NES n° 5 exige un mécanisme d'examen des plaintes pour traiter des griefs relatifs aux mesures de compensation, de réinstallation ou de rétablissement des moyens de subsistance. Le mécanisme devrait prendre en compte les risques de discrimination, de harcèlement, d'abus ou d'exploitation au cours du processus de compensation, réinstallation etc. et devrait donc être sensible aux VBG / EAHS

Toutefois, la PAP a la largesse de saisir les cours et tribunaux de son choix.

Il n'existe pas de délai de prescription pour le dépôt des plaintes par les PAP. Cependant, pour raison de promptitude, nous encourageons la gestion cyclique des plaintes dans un délai de trois (3) semaines par cycle. Ce temps sera réparti comme suit :

- Une semaine aux PAP pour déposer leurs plaintes au niveau du chef de quartier qui les enregistre dans le registre des plaintes et les transmet à la commune ;
- Une semaine aux bourgmestres pour prendre connaissance de différentes plaintes et convoquer une session de la Commission Locale de Conciliation ;
- Une semaine à la commission pour traiter l'ensemble des plaintes déposées pour ce cycle.

Notons que le dépôt des plaintes auprès du chef de quartier se poursuivra en parallèle avec le traitement des plaintes au niveau supérieur. Ces plaintes ainsi déposées après la 1ère semaine seront prises en compte dans le cycle suivant. La fin du traitement de l'ensemble des plaintes par la commission marque le début d'un nouveau cycle de gestion de plaintes, lequel se fera suivant le même procédé. Ceci permet plus de sérénité et de concentration dans le traitement des plaintes. Il faut aussi préciser que la réception et le traitement des plaintes devront se poursuivra même après la mise en œuvre du PAR.

### **Dispositif de mise en œuvre du PAR**

La CEP-O/REGIDESO se chargera de la mise en œuvre du PAR, sous la coordination et l'accompagnement technique de la cellule Infrastructure, avec l'appui d'un Consultant Indépendant (ONG) et de la Commission Locale de Réinstallation et de Conciliation (CLCR). La REGIDESO, la CI et la CLCR auront une responsabilité centrale dans la coordination des différentes activités de compensation. Elles devraient mobiliser tous les acteurs pour la mise en œuvre des activités prévues dans le présent rapport. Les indicateurs à suivre seront :

- le nombre de PAP indemnisés;
- le nombre de personnes ayant perdu définitivement leurs actifs ;
- le nombre des personnes ayant perdu temporairement leurs actifs ;
- le nombre des personnes ayant bénéficié de l'aide à la réinstallation ;
- le nombre des propriétaires ayant perdu leurs actifs ;
- le nombre de plaintes enregistrées ;
- le nombre de plaintes traitées.

#### Chronogramme de mise en œuvre du PAR

Etapes/Activités	Octobre 2020				Novembre 2020
	Semaine 1	Semaine 2	Semaine 3	Semaine 4	Semaine 1
<b>Etape 1:</b> Finalisation et Validation du PAR					
<b>Etape 2:</b> Dépôt d'un exemplaire du PAR auprès des autorités concernées (les maisons communales de Ngaliema, Kintambo et Bandalungwa ainsi que les bureaux des quartiers Joli Park, Camp Mobile et Lubudi)					
<b>Etape 3:</b> Consultations publiques et réunion d'information des PAP					
<b>Etape 4 :</b> Signature des protocoles d'accords indiquant le montant de la compensation, les droits et obligations des parties					
<b>Etape 5:</b> Traitement des plaintes et Remise de la compensation					
<b>Etape 6:</b> Libération du site et clôture du dossier individuel.					
<b>Etape 7:</b> Rédaction du Rapport de mise en œuvre du PAR					
<b>Etape 8:</b> Réalisation de l'audit social du PAR et d'une enquête sur la restauration des ménages					

NB: les travaux, dont la date prévisionnelle de démarrage est prévue pour janvier 2021, ne devront débuter qu'après paiement des indemnisations et libération de l'emprise.

### **Date butoir**

Les populations ont été sensibilisées à ne plus s'installer sur l'emprise de pose de la conduite de transfert d'eau traitée de l'usine d'Ozone vers les réservoirs d'eau de Makala. Conformément aux stipulations de la NES n° 5, la date butoir a été fixée au **12 mars 2020**, correspondant au début de l'opération de recensement des actifs et personnes susceptibles d'être affectés par le projet, réalisée du 12 au 15 mars 2020

### **Suivi et évaluation du PAR**

Le suivi-évaluation relève de la responsabilité de la CI, REGIDESO ainsi que les autorités communales avec l'appui des consultants qui produiront un rapport de suivi chaque mois pendant au moins six (6) mois.

### **Consultations publiques**

Des consultations publiques ont été organisées le 10 et 11 mars 2020 avec les autorités locales et leaders d'opinion, ainsi que le 12 mars 2020 à l'intention des toutes les populations riveraines et les PAP éventuelles.

Toutes ces consultations ont connu la participation significative des femmes dont les doléances spécifiques ont été prise en compte dans le cadre du présent PAR.

De façon générale, les populations riveraines perçoivent positivement le projet. Elles estiment qu'il constitue un facteur de développement et de progrès social pour le pays, car l'amélioration du taux d'accès à l'eau potable contribue à l'amélioration du cadre de vie de la population. Cette dernière attend avec impatience le début des travaux.

A l'issue des entretiens avec les PAP, les principales recommandations suivantes ont été formulées :

- Regagner l'emprise après les travaux en vue de continuer leurs activités de négoce;
- Les informer un mois avant le début de l'exécution des travaux du projet afin que ces derniers prennent les dispositions pour laisser le site temporairement ;

- Payer leur compensation via une agence de transfert des fonds et non dans des banques compte tenu des tracasseries et longues procédures au niveau des guichets bancaires ;
- D'exécuter les travaux de pose des conduites en temps record afin de reprendre leurs activités habituelles ;
- Leur permettre de déplacer eux-mêmes et de récupérer les cabines pendant l'exécution des travaux afin de les remettre au même endroit après travaux ; moyennant allocation d'une indemnité compensatoire conséquente à chaque PAP pour la perte de revenus pendant la période de latence ;
- Leur payer une indemnisation acceptable afin de faciliter leur restauration ;
- Embaucher si possible leurs dépendants pendant l'exécution des travaux sur le site;
- Crainte de voir les autorités locales prélever des retenues sur leur d'indemnisation;
- Crainte d'être chassé par les autorités locales sans être indemnisé du fait de l'occupation illégale de l'emprise.
- Les PAP, à l'unanimité, ont souhaité être compensées uniquement en espèces

Les explications suivantes, apportées à la satisfaction des PAP, en réponse aux préoccupations soulevées, portent essentiellement sur les droits en matière de réinstallation ainsi que les options offertes par le projet (en nature, en espèces ou sous une autre forme):

- Les PAP subiront un arrêt temporaire d'activités et sont autorisées de regagner l'emprise après les travaux en vue de continuer leurs activités de négoce. Les autorités locales sont suffisamment sensibilisées pour faciliter aux PAP la réoccupation paisible de l'emprise à la fin des travaux;
- Le déplacement ne pourra intervenir qu'après paiement effectif des indemnisations. Un délai de grâce sera accordé aux PAP entre le paiement des compensations et le début des travaux. Des séances d'information et de consultations publiques seront organisées avant les travaux afin de permettre aux PAP de libérer paisiblement le site;
- Le paiement des indemnisations se fera, comme souhaité par les PAP, à travers une agence de transfert des fonds. Les frais de transfert, inclus dans le budget du PAR, seront pris en charge par le gouvernement;

- L'entreprise d'exécution a l'obligation contractuelle de terminer les travaux à l'échéance échue, faute de pénalités. Toute perte supplémentaire occasionnée par le retard dans l'exécution de travaux sera soit indemnisée soit réparée;
- Les PAP recevront une indemnité compensatoire juste de faciliter leur restauration ;
- Le recrutement tient compte de la méritocratie. Toutefois, les Prescriptions Environnementales et Sociales en annexe au contrat signé avec l'entreprise précise qu'à compétence égale, priorité sera accordée aux PAP ou à leurs dépendants.
- Les indemnités compensatoires ne seront soumises à aucune fiscalité;
- La CEP-O pendra des dispositions idoines en vue d'obtenir de l'agence de transfert des fonds le paiement sécurisé des PAP ayant perdu leurs pièces d'identité;

En réponse aux préoccupations soulevées, l'équipe a expliqué les droits en matière de réinstallation ainsi que les options offertes par le projet (en nature, en espèces ou sous une autre forme). A l'unanimité, toutes les PAP ont souhaité être compensées uniquement en espèces.

### Estimation du coût du PAR

Le coût estimatif des indemnités est de **33 830 \$SD** (incluant les indemnités compensatoires et toute autre aide à accorder) sur un coût global de mise en œuvre du PAR estimé à **68 302 \$US** comme l'indique le tableau ci- après :

N°	Description	Montant / Source de financement (USD)		
		GRDC	PEMU	Total
<b>1</b>	<b>Compensation des PAP</b>			
	<i>Indemnisation des PAP</i>	33 830	0	33 830
	<b>Sous-Total (1)</b>	<b>33 830</b>		<b>33 830</b>
<b>2</b>	<b>Frais de mise en œuvre suivi et supervision du PAR</b>			
(a)	<i>Frais de prestation du Consultant indépendant (Expert et enquêteurs)</i>	0	20 000	20 000
(b)	<i>Frais de fonctionnement de CLCR</i>	0	6 000	6 000
(c)	<i>Frais de transfert des fonds</i>	338	0	338
(d)	<i>Audit social</i>	0	5 000	5 000
(e)	<i>Sous-total:</i>	338	31 000	36 338
	<i>Imprévus (10%)</i>	34	3 100	3 134
	<b>Sous-Total (2) (Sous-total + imprévu):</b>	<b>372</b>	<b>34 100</b>	<b>34 472</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>34 202</b>	<b>34 100</b>	<b>68 302</b>

## ANGLAIS

### **ACTION PLAN FOR THE RESETTLEMENT OF PEOPLE AFFECTED BY THE WORK OF TRANSFER OF TREATED WATER FROM THE OZONE FACTORY TO THE MAKALA TANKS.**

#### **Context**

"The Drinking Water Supply Project in Urban Areas" PEMU "was set up by the Democratic Republic of Congo as part of its vast multi-year infrastructure reconstruction program and aims to substantially increase the production of drinking water, which is far below potential demand and to reduce water losses in distribution networks and private connections, to meet the needs of the greatest number of citizens for drinking water. The initial PEMU which entered into force in November 2009 covered the cities of Kinshasa, Matadi and Lubumbashi.

Following the satisfactory results of the initial PEMU and in order to consolidate its achievements and extend its activities to other cities of the DRC, the Government of the Republic had requested and obtained from the World Bank (IDA) additional financing to the PEMU to the tune of 166 million US dollars. The cities concerned by the PEMU-FA are: Kinshasa, Lubumbashi, Matadi and Kindu.

In the city of Kinshasa, the PEMU project plans to strengthen the drinking water supply system, by:

- Construction and equipment of a new raw water catchment on the Congo River;
- The construction of a new water treatment plant on the REGIDESO / Ozone site with a capacity of 110,000 m<sup>3</sup> / day;



- The installation of a DN 1800 raw water delivery pipe between the collection station and the treatment plant;
- The construction of medium voltage overhead power lines to supply the Congo river raw water catchment stations, the Ozone water treatment plant and the Makala pumping station;
- Improvement of drinking water supply in the western part of the city of Kinshasa by laying pipes to rehabilitate, strengthen and extend the primary, secondary and tertiary networks;
- The rehabilitation of the two 12,000 m<sup>3</sup> reservoirs at the Makala site;
- Laying of pipes at Kikwit, University avenues, Ndjoku, Elengesa, Makala, Kasavubu and Salongo in the eastern part of the city of Kinshasa;
- The rehabilitation of the pipelines in the 10 sectors below of the urban directions of Kinshasa: Masina 1, Masina 2, Masina 3, Siforco, Ngaba, Mont Ngafula, Mombele, Bumbu, Ngiri-Ngiri, Salongo;
- Laying of pipes and construction of fire hydrants to fight against cholera.
- The transfer of treated water from the ozone plant to the Makala reservoirs with the laying of primary, secondary and tertiary pipes;
- Securing the existing raw water catchment station of the Ndjili River against the risks of flooding by the Ndjili River in flood, the silting up of the catchment basin, pollution by the various wastes carried by the river and the protection of equipment against water hammer.

Concerning the project for the transfer of treated water from the Ozone plant to the Makala water reservoirs, it covers eight (8) municipalities, namely Ngiri-Ngiri, Makala, Selembao, Bumbu, Ngaliema, Bandalungwa Kintambo and Ngaba. The activities of this specific project are likely to produce environmental and social impacts.

The CEP-O / REGIDESO has therefore carried out socio-economic surveys for the implementation of this Resettlement Action Plan (PAR) for the transfer of treated water from the Ozone industrial complex to the water reservoirs from Makala.

### **Rationale for PAR**

Carrying out the activities planned under this project could have negative effects on the environment and lead to physical and economic displacement of people. Concerned about the preservation of man and his environment, the CEP-O / REGIDESO had initiated socio-economic surveys for the realization of this Resettlement Action Plan (PAR). The objective of the socio-economic surveys was to identify the goods and people likely to be impacted during the implementation of the project activities as well as to propose measures adapted to the real situation observed during the said operation.

### **Principle and objectives of the PAR**

The objectives of the resettlement plan are to set up mechanisms to mitigate social impacts in order to take into account the impacts of the involuntary displacement of the populations affected by the Project, by enabling them to rebuild their livelihoods and their level of life. It is also a question of restoring the means of production and income at the individual and collective level greater than or equal to the initial condition.

This PAR is prepared in accordance with the overall objectives of the World Bank's NES No. 5 on land acquisition, land use restrictions and forced resettlement which are as follows:

- Minimize forced resettlement by considering alternative solutions when designing the project;
- Mitigate the negative social and economic effects of land use restrictions, through the following measures:
  - Rapid compensation, at replacement cost, for people robbed of their property and
  - Help displaced people to improve, or at least restore in real terms, their livelihoods and standard of living before their displacement or that before the start of project implementation, the most advantageous being to remember.
- Improve the living conditions of poor or vulnerable people who are physically displaced by guaranteeing them adequate housing, access to services and equipment, and staying in places;
- Develop and implement the activities of the forced resettlement as a sustainable development program, providing sufficient investment resources to enable displaced persons to benefit directly from the project, depending on the nature of it;
- Ensure that information is disseminated, that meaningful consultations take place, and that affected people are informed about the planning and implementation of resettlement activities.

### **Legal and institutional framework for resettlement**

The national legal texts on the subject were considered, in particular the law n°73-021 of July 20, 1973 bearing general regime of the property, land and real estate regime and security regime as modified and supplemented by law n°80-008 of July 18, 1980, Law No. 77/01 of February 22, 1977 on expropriation for reasons of public utility and Law No. 11/009 of July 09, 2011 on fundamental principles relating to the protection of the environment.

However, national legislation and NES No.5 of the World Bank are only consistent with the principle of evaluation, the deadline and the type of payment. With regard to those eligible for compensation, there is a slight approximation between Congolese legislation and NES No.5. It should simply be noted that the law of the DRC is more restrictive in that it emphasizes particularly on the holders of rights recognized by law. For all the other points, there is more or less a relatively clear discrepancy. In this regard, it is recommended that the NES No.5 of the World Bank be applied, when it is favorable to the populations affected, to guide the process of possible compensation in the context of the implementation of project activities.

## **Socio - economic and environmental characteristics**

In human and socio-economic terms, the project is located in the city of Kinshasa and crosses eight (8) communes, namely Ngiri-Ngiri, Makala, Selembao, Bumbu, Ngaliema, Bandalungwa Kintambo and Ngaba.

On a human and socio-economic level, the project will be carried out in an area of high human concentration where there are both high standing villas, medium standing homes and those of modest standing. Several commercial facilities (shops, restaurants, terraces and stalls) invade the right of way of the road and can hinder the successful completion of the project.

There are also a few small street markets along the road.

However, only 3 of the 8 municipalities affected by the project contain people likely to be impacted. These are the following municipalities: Ngaliema, Kintambo and Bandalungwa.

### **Scope of planned resettlement**

Investigations have revealed that the works will lead to temporary economic displacement resulting in the destruction of commercial infrastructure, crops and the restriction of access to sources of income.

These negative impacts affect dozens of households that exploit the works for economic purposes along Nguma and Kasavubu avenues.

As a result, a detailed study allowing the quantified assessment for the implementation of the resettlement was carried out.

### **Result of the socio-economic study**

The socio-economic study carried out from 12 to 15 March 2020 made it possible to identify and characterize the properties of the PAP. Thus, 40 households (i.e. 260 persons) were identified as likely to be affected, including 39 PAP for the temporary loss of commercial infrastructure and crops (Temporary economic displacement) and 1 PAP for crossing their plot (without causing physical displacement).

The table below provides an overview of the PAP to be compensated:

<b>Loss categories</b>	<b>Number of PAP</b>
Temporary loss of commercial infrastructure.	37
Temporary loss of crops.	2
Crossing a residential plot.	1
<b>TOTAL</b>	<b>40</b>

In this study, 31 affected people are men (77.5%) and 9 are women (22.5%). Only the 77.5% of men are heads of households. While the 22.5% of women identified are spouses of household heads.

The breakdown of households according to the sites / communes is worded as follows:

- 5 PAP are located in the commune of Ngaliema, ie 6%;
- 20 PAP in the commune of Kintambo, ie 50%; and
- 15 PAP in the commune of Bandalungwa, or 37.5%;

Considering the average of 6.5 persons in each household, the total population affected is 260 persons.

### **Eligibility**

Three categories of people are eligible for compensation. It is:

- Holders of a formal right to the land (including customary and traditional rights recognized by the legislation of the country);
- Those who have no formal right to land at the time the census begins, but who have any other title, provided that it is recognized by the laws in force in the DRC, in particular such as Law No. 77- 001 of February 22, 1977, or may be part of a process identified in the resettlement plan;
- Those who have neither formal rights nor titles likely to be recognized on the lands they occupy.

### **Selection of resettlement sites**

The implementation of the PAR in the various sites of the selected project will not entail definitive displacement. Since the activities will only require temporary travel, the PAP will be able to return to their workplaces and resume their activities normally, at least for those who wish. Note that the irremovable structures will only undergo temporary destruction before being rebuilt on the right of way at the end of the works. As for crossing the plot; the owner, after the works, will be able to freely enjoy his rights of use, use and disposal of the encroached fund following the project.

To do this, the PAP will be called upon to take the necessary measures from the start of the implementation of the PAR at least one month before the start of the works. However, the release of rights of way by the PAP will only take place after the effective payment of compensation. Also, the information and awareness sessions will be permanent to allow the PAP to be informed on the progress of the works and the period of reoccupation of the rights-of-way and therefore, make them actively participate in the resettlement operation.

PAP will receive compensatory compensation for losses suffered in accordance with NES No.5. A socio-economic survey will be carried out after the implementation of the PAR in order to determine the level of catering for households.

### **Complaints management**

The management of complaints related to the implementation of this PAR will be done within the framework of a Local Resettlement and Conciliation Commission (CLCR). This commission will include:

- The representative of the mayor of the municipality concerned;
- The Head of the Environment and Social Unit of REGIDESO;
- 1 representative of civil society;
- 1 representative of the mobile camp (where several PAP have been identified);
- 1 representative of the PAPs;
- The representative of the district / street manager.

The PAPs are aware that the amicable conflict management mechanism is more beneficial than recourse to public courts. This is in keeping with the spirit of NES No.5 of the World Bank, which advocates the amicable resolution of any problem at the local level.

Beyond the above option, the PAP can seize the High Court. This approach assumes that the PAP has the necessary means (financial and intellectual) to assert its rights and obtain justice.

There is no limitation period for the submission of complaints by PAPs. However, for reasons of timeliness, we encourage the cyclical management of complaints within three (3) weeks per cycle. This time will be distributed as follows:

- One week for the PAPs to file their complaints with the district manager, who registers them in the complaints register and forwards them to the municipality;
- A week for the mayors to learn about the various complaints and to convene a session of the Local Conciliation Commission;
- A week at the commission to deal with all of the complaints filed for this cycle.

Note that the filing of complaints with the district manager will continue in parallel with the processing of complaints at the higher level. These complaints thus filed after the 1st week will be taken into account in the following cycle. The end of the Commission's processing of all complaints marks the start of a new cycle of complaint management, which will be carried out using the same procedure.

### **PAR implementation system**

REGIDESO will be responsible for implementing the PAR, under the coordination and technical support of the Infrastructure unit, with the support of an Independent Consultant (NGO) and the Local Resettlement and Conciliation Commission (CLCR). REGIDESO, CI and CLCR will have a central responsibility in coordinating the various compensation activities. They should mobilize all the actors for the implementation of the activities planned in this report. The indicators to follow will be:

- The number of PAPs compensated;
- The number of people who have permanently lost their assets;
- The number of people who have temporarily lost their assets;
- The number of people who received resettlement assistance;
- The number of owners who have lost their assets;
- The number of economic trees impacted;

- The number of complaints registered;
- The number of complaints processed.

### PAR implementation schedule

Stages / Activities	June 2020				July 2020
	Week 1	Week 2	Week 3	Week 4	Week 1
<b>Step 1: Validation of the PAR</b>					
<b>Step 2: Deposit of a copy of the PAR with the authorities concerned (Ngaliema Municipality, Kintambo, and Bandalungwa, pretty Park district, Lubudi and Camp Mobile)</b>					
<b>Step 3: Public consultations and PAP information meeting</b>					
<b>Step 4: Signing of the compensation protocols indicating the amount of compensation, the objectives of the compensation, the obligations of the parties (affected and project).</b>					
<b>Step 5: Remission of compensation</b>					
<b>Step 6: Release of the site and closure of the individual file.</b>					
<b>Step 7: Writing the compensation implementation report</b>					
<b>Step 8: Realization of the PAR social audit and a survey on household catering.</b>					

NB: the works should only start after payment of compensation and release of the right-of-way.

### Deadline

Populations have been made aware of not settling on the STBV right-of-way. In accordance with the provisions of NES No. 5, the cut-off date was set for March 12, 2020, corresponding to the start of the detailed inventory operation, carried out from February 12 to 15, 2020 (census period).

### PAR monitoring and evaluation

Monitoring and evaluation is the responsibility of CI, REGIDESO and the municipal authorities with the support of consultants who will produce a monitoring report every month for at least six (6) months.

### Public consultations

Public consultations were organized on March 11, 2020 with local authorities and opinion leaders, as well as on March 12, 2020 for the benefit of all local residents and potential PAPs.

In general, local residents perceive the project positively. They consider that it constitutes a factor of development and social progress for the country, because the improvement of the rate of access to drinking water favors the development of the population and impatiently await the start of the works.

Following interviews with the PAPs, the following main recommendations were made:

- Regain the right of way after the works in order to continue their trading activities;
- Inform them one month before the start of the execution of the project works so that they can arrange to leave the site temporarily;
- Pay their compensation via a funds transfer agency and not in banks, given the red tape and lengthy procedures at bank counters;
- Execute the laying of the pipes in record time in order to resume their usual activities;
- Allow them to move themselves and recover the cabins during the execution of the work in order to put them back in the same place after work;
- Pay them acceptable compensation to facilitate their restoration;
- Hire their dependents if possible during the execution of work on the site;
- Fear of seeing local authorities levy deductions from their compensation;
- Fear of being chased away by local authorities without being compensated for the illegal occupation of the right of way;
- The PAPs, unanimously, wished to be compensated only in cash.

The following explanations, given to the satisfaction of the PAPs, in response to the concerns raised, relate essentially to resettlement rights as well as the options offered by the project (in kind, in cash or in another form):

- The PAPs will undergo a temporary cessation of activities and are authorized to return to the right of way after the works in order to continue their trading activities. The local authorities are sufficiently sensitized to facilitate the PAP's peaceful re-occupation of the right-of-way at the end of the works;
- Travel can only take place after effective payment of compensation. A grace period will be granted to the PAPs between the payment of compensation and the start of the work. Information sessions and public consultations will be organized before the works to allow the PAPs to peacefully vacate the site;
- Payment of compensation will be made, as desired by the PAPs, through a funds transfer agency. Transfer costs, included in the PAR budget, will be borne by the government;
- The executing company has the contractual obligation to complete the work by the due date, in the absence of penalties. Any additional loss caused by the delay in the execution of works will either be compensated or repaired;
- PAPs will receive compensation just to facilitate their restoration;
- Recruitment takes into account meritocracy. However, the Environmental and Social Prescriptions annexed to the contract signed with the company specifies that, with equal jurisdiction, priority will be given to PAPs or their dependents.
- Compensatory allowances will not be subject to any taxation;

- The CEP-O will take appropriate measures to obtain from the funds transfer agency secure payment for PAPs who have lost their identity documents.

In response to concerns raised, the team explained the resettlement rights as well as the options offered by the project (in kind, in cash or in some other form). Unanimously, all PAPs wanted to be compensated only in cash.

### Estimated overall cost of PAR

The cost of compensation is \$ **33,830** (including compensatory compensation and any other assistance to be granted) out of an overall cost of implementing the PAR estimated at \$ **73,802** as shown in the table below:

N o	Description	Funding amount / source (USD)		
		GRDC	PEMU	Total
<b>1</b>	<b>PAP compensation</b>			
	<i>Indemnification of PAP</i>	33 830	0	33 830
	<b>Sub-Total (1)</b>	<b>33 830</b>		<b>33 830</b>
<b>2</b>	<b>Implementation costs monitoring and supervision of the PAR</b>			
(a )	<i>Service costs of the Independent Consultant (Expert and investigators)</i>	0	25 000	25 000
(b )	<i>CLCR operating costs</i>	0	6 000	6 000
(c )	<i>Fund transfer fees</i>	338	0	338
(d )	<i>Social audit</i>	0	5 000	5 000



)				
(e )	<i>Sub-total:</i>	338	36 000	36 338
	<i>Contingencies (10%)</i>	34	3 600	3 634
	<b><i>Sub-Total (2) (Sub-total + Unexpected):</i></b>	<b>372</b>	<b>39 600</b>	<b>39 972</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>34 202</b>	<b>39 600</b>	<b>73 802</b>

## LINGALA

**MABONGISI YA MOSALA YA KOYEBA KOTIA LISUSU BATO (PAR) OYO  
BASIMBAMI NA NZELA YA MISALA YA KOTINDA MAYI OYO BAPETOLI NA  
KOBANDA NA BISIKA BASALAKA MAYI KINO NA BA EBOMBELO MAYI YA  
MAKALA**

### **BUKUSE YA KOTIA NA MISALA**

#### **MAKOMI**

« Mwango mwa botiyi mayi ya peto o bituka babengi « PEMU » ebandisami na mboka wa biso Congo Demokratiki na kati ya lolenge ya mabongisi naye yamonene ya makasi ya botongi ya bitongelo pe ozo kolinga komatisa pena kosala ya mayi ya petua oyo ezali pena nase na bosenga oyo ekoki kokokisama pena kokitisa ba bobongisi ya mayi na kati ya lisanga ya bokaboli pena bokaboli ya bokeseni, pona kokoma to koyanola na ba bosenga ya motango monene ya bato ya bisika na oyo etali mayi ya petua.

PEMU ya liboso oyo akotaki na bokasi na novembre 2009 azipaki ba engumba ya Kinshasa, Matadi pe Lubumbashi.

Likolo ya kolandisama y aba biyano ya malamumu oyo ya PEMU ya liboso pen a tina ya kotia lisungi na bam abele pe ya kofungola to kopanza ba misala na ba engumba ya Congo Democratiki, Boyangeli ya Republikiki ayebaki kosolola pe kozua na Banque Mondiale (IDA) botieyi misolo moko ya bobakisi na PEMU na motango ya 166 milioni ya dollario. Ba engumba oyo etali na PEMU-FA eza: Kinshasa, Lubumbashi, Matadi pe Kindu.

Na epimelo ya Kinshasa, mabongisi ya PEMU eza kolinga kokomisa lisusu esalelo ya bosali ya mayi petua, na nzela ya:

- Botongi pe esalelo ya sika ya kokanga mayi ya bosoto na ebale ya Congo;
- Botongi ya bisika ya sika oyo basalaki mayi ba petola na bisika ya REGIDESO/Ozone oyo eza na makoki moko ya 110.000 m<sup>3</sup> na mokolo;
- Botongi ya ekambelo moko oyo eboyaka mayi ya bosoto DN 1800 na kati ya station ya kokanga pe bisika ya kopetola;
- Botongi ya singa y aba lotitiliki ya likolo ya mua bokasi ya lotitiliki pona kosala ya ndako ya ekangeli mayi ya bosoto ya ebale ya Congo, ya bisika ya kopetola mayi ya ozone pe ya ndako (station) ya pompage ya Makala;
- Kokomisa malamumu ebongiselo ya mayi ya petua ya eteni ya ouest ya engumba ya Kinshasa na nzela ya botieyi ya ba elekelo pona kotia lisusu, kobakisa makasi pe kopanza ba masanga yay ambo. Ya mibale pe ya misala;
- Kozongisa sika ya bibombelo mayi mibale ya 12.000m<sup>3</sup> ya esika ya Makala;
- Botieyi ya bikambeli na epimelo y aba balabala ya kikwit, ya Université, ya Elengesa, ya Makala, Ya Kasa-Vubu pe ya salongo na eteni to na ngambu ya Est ya engumba ya Kinshasa;
- Bozongisi sika bikambelo na kati ya bisika zomi oyo eza y aba bokambi ya bikisa ya Kinshasa: Masina 1, Masina 2, Masina 3, Siforca, Ngaba, Mont-Ngafula, Mombele, Bumbu, Ngiri-Ngiri pe Salongo;
- Botieyi ya bikalbelo pe bosongi y aba ndelo ya mabulu ya mayi pona kulunda na bokona ya cholera;
- Kotinda ya mayi oyo ba petola kobanda na bisika basalaka mayi ya ozone kino na bibombelo mayi ya Makala na botieyi ya bikambelo yay ambo, ya mibale pe ya misala;
- Bobateli ya ndako (station) ya kokanga mayi ya bosoto oyo na mayi ya N'djili pona kobunda na mokano ya mayi ya N'djili oyo ekotelaka batu na bokoli nan go, bosongisi ya libulu ya ekangeli, pe kopolisa to kobebisa na ba bosoto na ndenge na ndenge oyo ememi na mayi pe bobateli ya bisalelo na kobunda na ba kobeta ya belier to pe meme.

Na oyo etali mabongisi yako tinda mayi oyo ba petoli na bisika ba petolaka mayi ya Ozone kino na ba ebombelo mayi ya Makala, eza kozipa ba communes mulambe (8), ya koyeba Ngiri-Ngiri, Makala, Selembao, Bumbu, Ngaliema, Bandalungwa, kintambo pe Ngaba. Ba misala ya mabongisi oyo ya bokeseni eza malamumu pona kobota ba mbano malamumu na bisika pe bato. CEP-O/REGIDESO ayebanaki boye na kokoba na kokokisa ba kolandela ya socio-économique pona bokokisi ya mabongisi oyo ya mosala yako bandela kotongi (PAR) ya

misala ya kotinda mayi oyo ba petoli na basali malamumu mayi ya Ozone kino na bibombelo mayi ya makala

### **Eyano ya PAR**

Bokokisi ya bisalelo oyo bobongisi na tina ya mabongisi oyo ekoki kozala na ba mbano ya mabe na bisika pe kobatela moto pe esika na ye, CEP-O/REGIDESO ayebaki kokotisa koluka lolenge yako bika ya baton a misala ya mbongo pona bokokisi ya mabongisi ya mosala ya kozongisa (PAR). Litomba ya makasi na nzela yaba enquete socio – économique ezalaki ya kotalisa babolamu pe bato na koyeba kosimbama tango misala ya bisalelo ya mobongi ekosalema pe lisusu kotalisa ba emekelo oyo etiami na likombo ya solo oyo batalaki nzinga nzinga ya likambo wana.

### **Myango pe matomba ya PAR**

Matomba ya mabongisi ya bozongisi eza ya kotia na esika bisalelo ya kokitisa ba mbano ya kolongwa na esika wana pona mabota oyo basimbami na nzela ya mabongisi, nako yeba kopesa bango makoki ya kokonzongisa sika ba makoki na bongo ya kobika pe ya epimelo ya bomoyi.

Na yango ezali pena yako zongisa ba makoki ya kobotisa pe ba mbongo na epimelo ya moto moko pe lisanga ya likolo to oyo eza ndenge moko na myango ya bosangisi.

Eteni oyo ya PAR ebongisami na komi talisa na ba mabongisi nyonso ya NES n°5 ya banque mondiale likolo ya ba ko bandela botongi ya moto yemoko elandisami boye :

- Kokitisa yako bandela botongi na makasi nako yeba kobongisa biyano mosusu tango mabongisi ekotiana na mosala ;
- Kokitisa ba mbono mabe ya bat ope ya ba ekonzo ya mabe ya ba bipekiseli na kosalela ya ba mabele na nzela ya ba emekelo oyo elandi :
  - Lisungi ya lombongo, na talo ya kolongwa esika wana, ya bato oyo ba bomengo na bango esimbami pe;
  - Kosunga bato oyo balongoli na kobongisa, to pe kozongisa malamumu na lolenge ya solo, makoki nabango ya kobika pe epimelo na bango ya kobika ya liboso yambo kolongwa esika wana esalema ta oyo ya liboso yambo botieyi mabongisi na mosala esalema, boponi oyo eza na ba mbono ebele eza eza kokanga.
- Kobongisa ba myango ya bomoyi ya bat oba bola to oyo baza na botawu oyo bayebani kolongola bango na bonzoto boye na koyeba kandima nabango esika moko ya kavanda ya malamumu, kopesa nzela na misala pe na bisalelo, pe bobateli na kati ya bisika ;
- Koyeba kozua pe kotia na mosala ba misala yako bandela botongi na makasi lokola mabongisi moko ya bokolisi oyo ekowumela, na kotia pe na makoki pe lisusu kopesa na bato oyo bako longwa na esika wana na koyeba kobenda mbalamoko eteni ya mabongisi, kolandisama lolenge ya kobika oyo ;
- Kosengela na tina été sango eyebana, pona été kokutana ya solo esalema pe bato oyo basimbami bayeba kokota na lolenge moko ya mpole ya mabongisi pe na botieyi na mosala ba bisalelo yako bandela botongi.

Na lolenge moko ya kosambisa pe institutionnel pona ko bandela botongi.

Ba makomi ya sembo na tina, mingi mingi mobeko ya n°73-021 ya 20 juillet 1973 oyo ezo mema bakonzi ya lisanga ya bozui, bakonzi batalaka mabele pe ya ndako pe bakonzi ya ba kondimisama lolenge babongisi pe ba bakisi na mobeko n°80-008 ya 18 juillet 1980, mobeko n°77/01 ya 22 février 1977 likolo ya kobotola to kokonga eloko pona tin aya kosalela ya bato nyonso pe moboko oyo ekangami na bobateli ya bisika to balabala.

Tango nyonso, mobeko ya mboka pe ya NES n°5 ya Banque Mondiale bakokanite likolo ya myango ya botali malamumu, tango to eleko ya litomba pe lolenge ya kofuta. Lokola ezali oyo etali bato oyo ba poni pona lifuta moko, ezali kobimisa mua kopusana moko na kati kati ya mobeko ba congolais pe na NES n°5 esengeli na lopete nyonso kotalisa été tina ya Congo Demokratiki ezali na ndelo ya makasi na kati ya emekelo oyo wapi eza beta sete likolo ya bato oyo ba simbaka ba tina oyo eyebani na mobeko. Pona ba mokoloto nyonso, ezali na ebele to mua kozanga koyokana moko oyo ezali pena oyo ekoka. Nase ya sango oyo ezali malamumu ete NES n°5 ya Banque Mondiale ezala ya kotiyama, tango oyo ezali malamumu pona bikolo oyo basimbami, pona kokamba esalelo lifuta oyo bandimi na kati ya makanisi ya botieyi na mosala bisalelo, ya mabongisi.

### **Botalisi ya socio – économique pe ya bisika ya mboka**

Likolo ya mabongisi ya moto pe socio – économique, mabongisi ezuami lokola esika nakati ya engumba ya Kinshasa, na commune ya Limete, na quartier agricole, mingi mingi na kati ya likambo ya Institut Technique Agricole oyo ezuami na kati ya bisika moko eza na batu ebele.

Ezali ya quartier moko ya bato ya mbongo oyo wapi bakutaka oyo eza pena na epimelo ya mua likolo pe ya se. Likolo ya bokonzi to kokamba, oyo baza tanga ba nzete oyo ebimisa ba mbum ape bilanga ya lolenge ya bato oyo basalaka bilanga.

Ebele ya bisalelo ya mombongo (ba boutique, pe ba etale) ezuami na nzela ya munene to ya motuya (balabala université) oyo ezo lekana liboso esika wana.

### **Bofuluki yako bandela botongi oyo ba bongisi**

Ba kolandela makambo oyo etalisaki été misala eko mema ba bobebisi ya bilanga, ba bokitisi ya libela ya kopesa nzela na maziba ya ba bozongeli pe emekelo ya ba nzete. Ba mbano oyo ya mabe ezo simba ebele ya ba zomi ya bopeto ya bisika oyo eza kosala bokambi ya misala na ba tin aya ba ekonzo.

Na lolenge oyo, etangelo moko oyo batalisi na kopesa nzela nako yeba kotala malamumu motango pona botieyi na mosala yako bandela botongi eyebanaki na kosalema.

### **Eyano ya botangi socio – économique**

Botangi ya socio – économique oyo esalemaki na kobanda 12 kino 15 mars 2020 epesaki nzela ya kotala malamumu pe kotalisa ba bolamumu ya ba PAP. Boye mabota 40 (to kasi 260 ya boto) oyo bayebanaki na kotalisama, wana 39 PAP pona bobungisi ya tango moke biloko ya

misala na bango pe lolenge na bango (bologoli ya tango moke ya misala na bango) pe 1 PAP pona koleka na lopango naye (kobenda te bat oba longwa na esika wana).

Tableau oyo epesi nzela ya kotalisa ba bisika ya ba PAP ya kofuta :

<b>Catégories de perte</b>	<b>Nombre de PAP</b>
Bobungisi ya tango moke bisika ya misala	37
Bobungisi ya tango moke lolenge ya kovanda	2
Koleka na kati ya mapango bato bazali kovanda	1
<b>Nionso epesi</b>	<b>40</b>

Na nzela ya boyekoli oyo, bato 31 batindamaki pona mosala bazali mibali (soit 77,5 %) et bato 9 bazali basi (22,5 %). Kaka, 77,5% ya mibali bazali bakonzi na bandako. Nzonkande 22,5 % komikitola ya basi bazalaki basi ya bakonzi na bandako.

Bokaboli mabota na bisika bavandeli/communes esalamelaki na lolenge oyo :

vi. 5 PAP bazwamaki na commune de Ngaliema, boye 6 %;

vii. 20 PAP na commune de Kintambo, boye 50 % ; et

viii. 15 PAP na commune de Bandalungwa, boye 37,5% ;

Kolandisama ntongo bato 6,5 na ndako moko moko na mabota oyo totindaki bazalaki bato 260.

## **Boponi**

Lolenge misato ya bato ba ponami na lifuta. Ezali ya :

- Basimbi ya tina moko ya makasi likolo ya ba mabele (eza pe lisusu na ba tina ya ba bokoko pe ya lolenge ya bokoko oyo eyebani na nzela ya mobeko ya mboka) ;
- Ba oyo baza te na tina moko ya makasi likolo ya ba mabele na tango oyo wapi mbela eko banda, kasi ba oyo baza na kombo mosusu nyonso, nase ya bobateli ayeba na koyebana na mibeko na bokasi ya Congo Demokratiki, lokola eza mobeko n°77-001 ya 22 février, to nguya ya moto nakati ya lolenge ya esalelo moko oyo etalisami na kati ya mabongisi yako bandela botongi ;
- Ba oyo baza ata na tina makasi te ata ba kombo ya lokumu ya koyebana na lopete ya koyebana likolo ya ba mabele oyo baza kofanda.

## **Boponi yaba bisika yako bandela botongi**

Ba misala ekosalema na esika moko oyo bato bazalaka oyo ebongisami na bamisala ya maboko ya ITA Mombele, atako basali bilanga nde bazo sala kuna na nzela ya ba konzi ya eteyelo na tin aya kobunda na ba matiti mabe.

Ebongisami te ko bandela botongi moko boye ya nzoto ya libota ta ekolo, pambate botieyi na mosala ya mabongisi ekomema kaka kolongwa esika ya misala ya mboko oyo eko pesa esika

na lifuta moko pona bobongisi ya libela ya ba mafuta pe lisungi moko yako bandela botongi. Ba tuku mineyi na mitano (bato 45) ya bata ba moni malamumu pona kopona bang oba kozala na makoki ya kokende kobotisa misala na bango bisika mosusu to pe lususu yako mibongola na ba misala misusu oyo ebotisaka ba misolo.

### **Bokambi ya ba koyima**

Bokambi ya ba kayima ekongami na botieyi na mosala ya PAR ekosalema na kati ya lolenge moko ya lisanga ya esika yako bandela botongi pe ya boyokani (CLCR). Lisanga oyo ekozala na :

- Moto oyo atalisaka bourgmestre ya commune oyo etali;
- Moto oyo aza na mokumba ya eteni ya bisika pe ya bato ya REGIDESO;
- Motalisi moko ya société civile ;
- Motalisi moko ya esika wana (oyo wapi PAP ebele bayebanaki na kotalisa bango) ;
- Motalisi moko ya ITA Mombele ;
- Motalisi moko ya ba PAP ;
- Motalisi mokonzi ya quartier to balabala.

Ba PAP bayebi été esalelo oyo ya bokambi malamumu ya bisuana eza na litomba makasi koleka lisungi na ba toli ya bato. Yango ebalani na molimo ya NES n°5 ya Banque Mondiale oyo eza kasenga na eyano ya malamumu ya kokoso nyonso na epimelo ya esika. Koleka boponi oyo, PAP akoki kosimba esambiselo ya monene. Esalelo oyo esengi été PAP abongisa ba makoki oyo esengeli (ba misolo pe ba mayele) pona kobongisa ba tina naye pe komipesa bosembo.

Ngonga oyo ba pesi eza te pona kokitisa ba mitungisi ya ba PAP. Na yango pona tin aya lombango, tozo pesa makasi na bokambi ya tango ya ba mitungisi na mua eleko ya mposo misato na eleko. Tango oyo ba kokabola yango boye :

- Mposo moko na ba PAP pona kokitisa ba mitungisi na epimelo ya mokonzi ya quartier to ya bokambi ya ITA Mombele oyo azo kokotisa yango na kati ya lokas aya ba mitungisi pe kokomisa yango na commune ;
- Mposo moko na ba Bourgmestre pona kozua ba bayebi ya mitungisi oyo ekeseni pe kobenga eteni moko ya lisanga ya bisika ya boyokani ;
- Mposo moko ya lisanga pona kobongisa ba mitungisi nyonso oyo ba kitisi pona eleko oyo.

Tokoma été kokitisa ya ba mitungisi pembeni ya mokonzi ya quartier ekosalema na bokutani na botali malamumu ya ba mitungisi na epimelo ya likolo. Ba mitungisi oyo tango ba kitisi na sima ya mposo ya liboso ekozuama na tina na kati ya eloko oyo elandisami boye. Suka ya kotala malamumu ya ba mitungisi ya lisanga na nzela ya eteni ezo talisa ebandeli ya eleko moko ya sika ya bokambi ya ba mitungisi, oyo wapi ekosalema kolandisama esalelo moko.

### **Esalelo ya botieyi na mosala ya PAR**

REGIDESO eko zua mokumba ya botieyi na mosala ya PAR, nase ya boyokani ya Technique ya eteni ya bitangelo, na lisungi ya motali malamumu moko ya bonsomi (ONG) pe lisanga ya esika yako bandela botongi pe ya boyokani (CLCR). REGIDESO, CI pe misala misusu oyo

ya lifuta. Esengelaki asangisa ba Sali nyonso pona botieyi na mosala ya bisalelo oyo babongisi na kati ya sango oyo. Ba talisi oyo bako land aba kozala:

- Motango ya PAP oyo bafuti;
- Motango ya bato oyo babungisi libel aba bomengo na bango;
- Motango ya bato oyo babungisi na mua tango ba bomengo na bango;
- Motango ya bato oyo bazui mbano malamumu na lisungi yako bandela botongi;
- Motango ya ba kolo bisika oyo babungisi ba bomengo na bango;
- Motango ya ba nzete na kobelela ekonzo oyo esimbami;
- Motango ya ba mitungisi oyo bakotisi;
- Motango ya ba mitungisi oyo ba tali malamumu.

Makomi ya botieyi na mosala ya PAP:

Eteni/Misala	Mai 2020				Jun 2020
	Mposo 1	Mposo 2	Mposo 3	Mposo 4	Mposo 1
<b>Eteni ya liboso</b> : Kondimisama ya PAR					
<b>Eteni ya mibale</b> : Kotika mokanda moko ya PAR epayi ya bakonzi oyo etali bango (Cummune ya Limete, quartier agricole pe ITA Mombele).					
<b>Eteni ya misato</b> : Kotala malamumu ya bato nyonso pe lisanga ya sango ya ba PAP.					
<b>Eteni ya minei</b> : Mokoloto ya ba boyokani ya lisungi oyo eza talisa motango ya lifuta, ba matomba ya lifuta, ba kotindikama ya biteni (oyo ba simbi pe mabongisi).					
<b>Eteni ya mitano</b> : Bopesi ya lifuti.					
<b>Eteni ya motoba</b> : Bokangolé ya esika pe ekangelo ya likambo ya moto moko moko.					
<b>Eteni ya sambo</b> : Bokomi ya sango ya botieyi na mosala ya lifuta.					
<b>Eteni ya mwambe</b> : Bokokisi ya bomeki ya lisanga ya PAR pe ya kolandela moko likolo na oyo etali kozongisa sika ya ba bopeto.					

**N.B:** Misala eko banda kaka ten a sima ya lifuta y aba makabo pe bokangoli ya mosala.

**Mokolo ya ndelo**

Bikolo bayebanaki nako yebisa bango bafanda lisusu te likolo ya bisika ya STBV. Kokokana na ba boyokani ya NES n°5, mokolo ya ndelo etiamaki na mokolo ya 12 Mars 2020, na boyokani na ebandeli ya mosala ya lokasa oyo ba talisi, na mokolo ya 12 kino 15 mars 2020 (eleka ya mbela)

### **Kolandela pe kotala malamumu ya PAR**

Kolandela kotala malamumu eza kotalisa mokumba ya CI, REGIDESO, ba bokabuani ya misala ya bato pe lisusu ba mikonzi ya bisika na lisungi ya batali oyo bokobota sango moko ya kolandela sanza nyonso wana ata ba sanza motoba.

### **Botali ya bato nyonso**

Botali ya bato nyonso ebongisamaki na mokolo ya 11 mars 2020 na bakonzi ya bisika pe bakambi ya nzela, pe lokola mokolo ya 12 mars 2020 na likanisi ya bikolo nyonso baye bavandi pembeni ya mayi pe PAP oyo ba ndimi.

Na lolenge ya mobimba, bato nyonso oyo esengeli koyokana, oyo ezuami ba bikolo oyo basimbami na mabongisi, bazakomona malamumu mabongisi, bazakomona malamumu mabongisi oyo.

Azali kotalisa été azali kosangisa mosali moko ya bokolisi pe bakobi ya lisanga pona mboka. Pamba kobongisa ya ba myango ya kolokota pe ya kopetola ba potopoto ya vidange eza kokitisa likama ya ba bokono ya bas alite ya libumu, pe eza kopesa nzela na bokolisi ya ekolo ezo na motema moto ebandeli ya misala.

Motuya ya ba mitungisi pe ba kobanga etalisamaki pe emamaki likolo ya :

- Ba lolenge ya misala oyo ekosalema na kati ya ubongisi ;
- Esika oyo esengeli pona mabongisi ;
- Lisungi ya ba PAP bobungisi ya bilanga pe ya ba mbano ;
- Eleko ya kobanda misala ;
- Bobateli ya ITA Mombele na tin aya kosimbama pe kopolisa ;
- Kotiama ya bakonzi ya bisika na botieyi na mosala mabongisi

Pe lisusu, ba bosengi oyo elandisami ba salaki :

- Koyebisa pe kotelemisa biteni likolo ya ba bokeseni pe ba kosenga ya ba misolo ya Banque Mondiale ;
- Kobongisa lisungi moko pona bolamu oyo esimbami na bisika nyonso ya mabongisi pe lisungi moko yako bandela botongi na tina ya bato oyo batindiki bango kolongwa wana pona mwa tango ;
- Kobanda pe kosilisa misala na lombango nyonso ;
- Kotia bakonzi ya bisika na kati ya botieyi na mosala ya mabongisi ;
- Kobongisa ba emekelo ya mbono na tin aya ITA Mombele na ngambo mosusu ya esika ya misala ya maboko ;
- Koyebisa basali na ebandeli ya misala na kobongisa esika moko ya mosala.



Na eyano na ba mitungisi oyo batomboli, lisanga ya kotalisa ba tina na lolenge ya boponi oyo babonzi na nzela ya mabongisi (na balabala, na lolenge to na lolenge mosusu). Na boyokani, ba PAP ba sepelaki bafuta bongo kaka na misolo.

### Kotalisa yamisolo nyonso ya PAR

Mosolo ya ba mosolo yako zongi eza ya **33 830 \$SD** (ekotisi ba mosolo pe lisungi nyonso mosusu ya kopesa nzela) likolo ya mosolo nyonso ya botieyi na mosala ya PAR etiami na **73 802 \$US**. Lokola tableau eza kotalisa biso boye :

N°	Botalisi malamumu	Motango / esika mosolo ebimeli (USD)		
		GRDC	PEMU	Total
<b>1</b>	<b>Lifuti ya ba PAP</b>			
	Lifuti ya ba PAP	33 830	0	33 830
	<i>Mobimba nyonso ya se (1)</i>	33 830		33 830
<b>2</b>	<b>Mosolo ya botieyi na mosala ya kolandela pe kotala malamumu ya PAR</b>			
(a)	<i>Mosolo ya kosala ya motali oyo aza nsomi (moto oyo ayebi pe molandeli)</i>	0	25 000	25 000
(b)	<i>Mosolo ya botambolisi ya CLCR</i>	0	6 000	6 000
(c)	<i>Mosolo ya kotinda ya moboko</i>	338	0	338
(d)	<i>Kotala malamumu ya bato</i>	0	5 000	5 000
(e)	<i>Mobimba nyonso ya se :</i>	338	36 000	36 338
	<i>Oyo totiaki te na mabongisi (10%)</i>	34	3 600	3 634
	<i>Mobimba nyonso ya se (2) (Mobimba nyonso ya se + Oyo totiaki te na libongisi):</i>	372	39 600	39 972
	<b>Na nionso epesi</b>	<b>34 202</b>	<b>39 600</b>	<b>73 802</b>